

[Text]

about that. It is also quite true that we could see a formal quota coming, which would have taken place had not this American episode blown up, this being the reason given for the latest application of quotas, and we had warned our members and the Australian and New Zealand meat boards to this effect. We told them that unless their price was more compatible as a result of being artificially increased, there would be a return to the formal quota, which was only abandoned, as you may know, in December of 1975. So we do bear some responsibility.

At the same time, I think you will recognize, senator, that frozen beef has a limited life, and when it is suddenly stopped—and I can appreciate the government's point, having made it earlier to Senator Carter, that giving fair warning only means they are going to try and bring more in, so that you cannot give fair warning because you will defeat the whole purpose of the exercise—some allowance should be made so that no one gets into the stupid situation where meat that is on its way when the government imposes the quota has no place to go. However, I do agree with every other comment you have made.

The Chairman: Not having anybody else on my list, I wonder if I might ask one or two questions of a very broad and general nature. We would like to have some sort of synthesis of your particular association's views on two or three major points so that these can come up for our consideration and then made part of our study.

The first question I would like to put to you both is this. Throughout much of your written presentation, and also in the course of your comments since, in answer to questions, you have really been quite strident in your language and in your criticism of the Canadian government generally. You have used words like "harassment," you develop the import surveillance problem at length, and with regard to our NTBs you have gone so far as to say we are so much worse in these areas than other countries that we are even facing some form of retaliation.

Mr. Dixon: Commercial retaliation, yes.

The Chairman: Yes. You also suggest that we certainly are not going to get away in the second GATT round with what we got away with in the first. We have had some evidence here previously on the subject of NTBs and the problems Canadian exporters have with regard to NTBs at the American boundary, which are not inconsiderable. You are naturally concerned with importers, who have to deal with Canadian irritants in this area every day. To what extent have you had experience with exporting which would enable you to give us a balanced judgment as to whether Canada, on balance, is worse in these areas than is the United States, in the first place, and other major trading partners, in the second place?

[Traduction]

exact. Il est également exact que nous pouvions prévoir l'application d'un contingentement précis, qui aurait été appliqué s'il n'y avait pas eu le différend avec les Américains, qui a été la raison donnée pour l'application récente des contingentements, et nous avons mis en garde nos membres, les offices australiens et néozélandais de commercialisation de la viande, à ce sujet. Nous leur avons dit qu'à moins que leur prix soit plus compatible en les augmentant artificiellement, des contingentements précis seraient à nouveau appliqués qui, comme vous le savez peut-être ont été levés en décembre 1975. Par conséquent, nous en sommes en partie responsables.

De même, je pense que vous devez admettre, sénateur, que la viande de bœuf congelée à une durée de conservation limitée, et lorsqu'on arrête brusquement son entrée, et j'apprécie l'argument du gouvernement, l'ayant présenté il y a un instant au sénateur Carter, qu'en leur donnant un avertissement formel signifie uniquement qu'ils essaieront de faire entrer de plus grandes quantités de viande au Canada; par conséquent, on n'en veut pas leur donner un avertissement formel parce que cela va à l'encontre de l'objet de l'application du contingentement, on ne doit pas être intransigeant afin que le producteur ne se trouve pas dans la situation où la viande acheminée vers le Canada lorsque le gouvernement impose le contingentement n'ait aucune destination. Toutefois, je souscris à toutes les autres remarques que vous avez faites.

Le président: N'ayant pas d'autres noms sur ma liste, j'aimerais vous poser une ou deux questions très générales. Nous voudrions obtenir une synthèse des opinions de votre association sur deux ou trois points importants, afin que nous puissions les étudier.

La question que je voudrais vous poser est la suivante: Dans la plus grande partie de votre mémoire, et également lorsque vous avez répondu aux questions, vous avez manifesté de l'aigreur dans votre langage et dans vos critiques du gouvernement canadien en général. Vous avez employé des termes tels que: «tracasseries», vous vous êtes étendu sur le problème de la surveillance des importations, en ce qui concerne nos barrières commerciales nationales, vous avez été jusqu'à dire que nous sommes encore plus intransigeants dans ce domaine que d'autres pays, et que nous nous heurtons même à une certaine forme de représailles.

M. Dixon: représailles commerciales, oui.

Le président: Oui. Vous faites également observer qu'il est certain qu'aux deuxième négociations du GATT vous ne nous en tirons pas comme nous l'avons fait aux premières. Nous avons entendu auparavant des témoignages sur les barrières commerciales nationales et les problèmes auxquels l'importateur canadien se heurte en matière de barrières commerciale à la frontière américaine, et qui ne sont pas négligeables. Naturellement vous vous intéressez aux importateurs, qui tous les jours se heurtent dans ce domaine aux mesures canadiennes irritantes. Dans quelle mesure avez-vous la pratique des exportations qui vous permettraient d'établir une comparaison et nous dire si le Canada est plus intransigeant dans ce domaine que les États-Unis, d'abord, et ensuite que certains de nos autres principaux partenaires commerciaux?